

3.

Distribution de produits et services financiers et Services monétaires

- 3.1 Avis et communiqués
 - 3.2 Réglementation
 - 3.3 Autres consultations
 - 3.4 Retraits aux registres des représentants
 - 3.5 Modifications aux registres des inscrits
 - 3.6 Permis d'exploitation d'entreprises de services monétaires
 - 3.7 Avis d'audiences
 - 3.8 Décisions administratives et disciplinaires
 - 3.9 Autres décisions
-

3.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Avis de publication

Avis 13-320 du personnel des ACVM sur la mise en œuvre du Règlement 13-102 sur les droits relatifs aux systèmes de SEDAR et de la BDNI et des modifications corrélatives aux règlements sur les systèmes nationaux des ACVM

(Voir section 6.1 du présent bulletin)

3.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

3.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

3.4 RETRAITS AUX REGISTRES DES REPRÉSENTANTS

Courtiers

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
BEAUBIEN	GEORGES ALEXANDRE	RBC Dominion Valeurs Mobilières inc.	2013-10-01
BERNIER	ANICK	RBC Dominion Valeurs Mobilières inc.	2013-10-01
CASE	ALLAN MARTIN	Scotia Capitaux Inc.	2013-10-01
DJOUMESSI TIGOUFACK	YANNICK ARNAUD	Edward Jones	2013-10-02
JEAN BATISTE	LECH PAUL CAMI	BMO Ligne d'action Inc.	2013-10-04
LIANG	SHIH-MING	Valeurs Mobilières HSBC (Canada) Inc.	2013-09-28
MCSWEEN	MARIE- ANDRÉE	Valeurs mobilières Desjardins inc.	2013-09-30
MURPHY	LINDA ANN	Scotia Capitaux Inc.	2013-10-01

Cabinets de services financiers

Sans mode d'exercice

Liste des représentants qui ne sont plus autorisés à agir dans une ou plusieurs disciplines

Vous trouverez ci-dessous la liste des représentants dont au moins l'une des disciplines mentionnées à leur certificat de l'Autorité est sans mode d'exercice. Par conséquent, ces individus ne sont plus autorisés à exercer leurs activités dans la ou les disciplines mentionnées dans cette liste et ce, depuis la date qui y est indiquée.

Représentants ayant régularisé leur situation

Il se peut que certains représentants figurant sur cette liste aient régularisé leur situation depuis la date de sans mode d'exercice de leur droit de pratique pour la ou les disciplines mentionnées. En effet, certains pourraient avoir procédé à une demande de rattachement et avoir récupéré leur droit de pratique dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Dans de tels cas, il est possible de vérifier ces renseignements auprès du agent du centre de renseignements au :

Québec : (418) 525-0337
 Montréal : (514) 395-0337
 Sans frais : 1 877 525-0337.

Veillez-vous référer à la légende suivante pour consulter la liste de représentants. Cette légende indique les disciplines et catégories identifiées de 1a à 6a, et les mentions spéciales, de C et E.

Disciplines et catégories de disciplines

Mentions spéciales

1a Assurance de personnes

C Courtage spécial

1b Assurance contre les accidents ou la maladie	E Expertise en règlement de sinistre à l'égard des polices souscrites par l'entremise du cabinet auquel il rattaché
2a Assurance collective de personnes	
2b Régime d'assurance collective	
2c Régime de rentes collectives	
3a Assurance de dommages (Agent)	
3b Assurance de dommages des particuliers (Agent)	
3c Assurance de dommages des entreprises (Agent)	
4a Assurance de dommages (Courtier)	
4b Assurance de dommages des particuliers (Courtier)	
4c Assurance de dommages des entreprises (Courtier)	
5a Expertise en règlement de sinistres	
5b Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des particuliers	
5c Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des entreprises	
6a Planification financière	

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
101111	BARIBEAU, DANIELLE	2a	2013-10-02
110233	DINELLE, SYLVAIN	6a	2013-10-04
112884	FRADETTE, STEVE	4b	2013-10-03
119135	LANGLOIS, RICHARD	1a, 2a	2013-10-02
119841	LAURIN, ROBERT	1a, 6a	2013-10-02
122044	LORD, MICHELINE	6a	2013-10-03
130874	SIGOUIN, JEAN	6a	2013-10-04
131661	ST-PIERRE, MARIE-FRANCE	6a	2013-10-04
135340	POIRIER, FRANÇOIS	4a	2013-10-04
135752	FONTAINE, MARYSE	4a	2013-10-04
139476	DUHO-DRAPEAU, FRÉDÉRIC	5a	2013-10-02
140036	BUJOLD, NICOLAS	5a	2013-10-04
141019	BOUTIN, LUCIE	3a	2013-10-02

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
143291	FORTIN, MARIE-CLAUDE	4a	2013-10-03
146973	GAILLOUX, MARTINE	1a, 2b	2013-10-04
151748	KANE, KATHERINE	1a	2013-10-04
152060	MOUSSEAU, FRANCE	4b	2013-10-03
164260	TASSÉ, VICKY	3b	2013-10-03
165719	NADEAU, SANDRA	3b	2013-10-04
170254	DROLET, MARIE-PIER	6a	2013-10-02
171632	TOULOUSE, YAN	5b	2013-10-04
175529	THERRIEN, JULIE	1a	2013-10-02
179099	PEEVERS, STEPHANE	1a	2013-10-04
183022	RÉMILLARD, LYNN	1a	2013-10-04
183271	TÉTREAULT, MARYLIE	4b	2013-10-03
186449	REVOLUS, FARAH	4b	2013-10-02
187396	RICHARD, DAVID	2b	2013-10-03
189571	BLANCHETTE, MATHIEU	4b	2013-10-04
190074	BURNS, KATHRYN JUDITH	3b	2013-10-02
191193	DUFOUR, ANNABEL	3b	2013-10-03
191499	CERVINI, JASON	2b	2013-10-02
191678	DE JESUS SILVEIRA, RAFAEL	4b	2013-10-04
192337	IZAGUIRRE, UGOLINO	1a	2013-10-04
193729	BEAULIEU, STÉPHANIE	1a	2013-10-03
194101	LIARGOVAS, VASSILIKI	1a	2013-10-03
194765	VOISIN, JEREMY	1a	2013-10-04
196268	CURADEAU, JESSICA	1a	2013-10-04
196363	COUTURE, MARTIN	1a	2013-10-02
197752	KADDIS, WAGDI	1a	2013-10-02
197841	BATSON, MERISA	1a	2013-10-02
198255	ZHU, JULIANA YI ZHEN	1a	2013-10-03
198355	CADORETTE, NANCY	3b	2013-10-03
199141	MALTAIS, JULIE	1a	2013-10-04
199341	KONKOVA, NATALIA	1a	2013-10-03
199507	BEUCAGE, VÉRONIQUE	1a	2013-10-04
200437	MERCIER, BRUNO	3b	2013-10-03
200508	MACHADO, ENRIQUE JORGE	1a	2013-10-02
201084	GAGNÉ, FRANÇOIS	1b	2013-10-03

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
201690	CINQ-MARS, SOPHIE	1a	2013-10-04

3.5 MODIFICATION AUX REGISTRES DES INSCRITS

3.5.1 Les cessations de fonctions d'une personne physique autorisée, d'une personne désignée responsable, d'un chef de la conformité ou d'un dirigeant responsable

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet	Nom	Prénom	Date de cessation
501887	Services d'assurance Youville inc.	Jalbert	Lynn	2013-10-08

3.5.2 Les cessations d'activités

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet ou du représentant autonome	Disciplines	Date de cessation
500800	ASSURANCES BLANCHETTE, MASSÉ INC.	Assurance de dommages	2013-10-04
503220	LES SERVICES FINANCIERS LAURIN BARIBEAU INC.	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Planification financière	2013-10-02
503220	LES SERVICES FINANCIERS LAURIN BARIBEAU INC.	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Planification financière	2013-10-02
510236	GROUPE CGR INC.	Assurance de dommages	2013-10-08
510933	MATHIEU HÉBERT	Assurance de personnes	2013-10-04
511374	DENIS SCARPINO	Assurance de personnes	2013-10-07
513203	ARTHUR J. GALLAGHER GROUP QUÉBEC ULC	Assurance de dommages	2013-10-04
513516	MARC-ANDRÉ OUELLET	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2013-10-07
514837	ROMÉO GODIN	Assurance de personnes Planification financière	2013-10-03

3.5.3 Les ajouts concernant les personnes physiques autorisées, les personnes désignées responsable, d'un chef de la conformité ou d'un dirigeant responsable

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet	Nom	Prénom	Date
501887	Services d'assurance Youville inc.	Jackie	Lisi	2013-10-08

3.5.4 Les nouvelles inscriptions

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet	Nom du dirigeant responsable	Disciplines	Date d'émission
600179	SERVICES FINANCIERS FRÉDÉRIC DÉSILETS INC.	Frédéric Désilets	Assurance de personnes	2013-10-03
600183	9286-5120 QUÉBEC INC.	Dominique Vaillancourt	Assurance de personnes	2013-10-02
600187	FORUM RISQUES ET ASSURANCE INC.	François Jean	Assurance de dommages	2013-10-02
600189	8510202 CANADA INC.	Bruno Castonguay	Assurance de dommages	2013-10-03
600190	SERVICES FISCAUX DE LA ROCADE LTÉE	Nicolas St-Vincent	Assurance de personnes Planification financière	2013-10-03
600191	GESTION MOBY INC.	Michel Mario Séguin	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2013-10-07
600192	SERVICES FINANCIERS MATHIEU HÉBERT INC.	Mathieu Hébert	Assurance de personnes	2013-10-04
600196	9264-2925 QUÉBEC INC	Géanne Rizkalla	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Assurance de dommages	2013-10-08

3.6 PERMIS D'EXPLOITATION D'ENTREPRISES DE SERVICES MONÉTAIRES

Aucune information.

3.7 AVIS D'AUDIENCES

Aucune information.

3.8 DÉCISIONS ADMINISTRATIVES ET DISCIPLINAIRES

3.8.1 Autorité

Aucune information.

3.8.2 BDR

Les décisions prononcées par le Bureau de décision et de révision sont publiées à la section 2.2 du bulletin.

3.8.3 OAR

Veillez noter que les décisions rapportées ci-dessous peuvent faire l'objet d'un appel, selon les règles qui leur sont applicables.

3.8.3.1 Comité de discipline de la CSF

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : CD00-0980

DATE : 3 octobre 2013

LE COMITÉ : M ^e François Folot	Président
M. Robert Archambault, A.V.A.	Membre
M ^{me} Gisèle Balthazard, A.V.A.	Membre

CAROLINE CHAMPAGNE, ès qualités de syndique de la Chambre de la sécurité financière

Partie plaignante

c.

MARTIN LUC DEROME, conseiller en sécurité financière, conseiller en assurance et rentes collectives et planificateur financier (numéro de certificat 109498)

Partie intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION

[1] Le 23 juillet 2013, le comité de discipline de la Chambre de la sécurité financière s'est réuni au siège social de la Chambre sis au 300, rue Léo-Pariseau, bureau 2600, Montréal, et a procédé à l'audition d'une plainte disciplinaire portée contre l'intimé ainsi libellée :

LA PLAINTÉ

« Rémunération de personnes non autorisées »

1. À Montréal, le ou vers le 18 octobre 2010, l'intimé a rémunéré G.E. pour exercer l'activité de représentant, alors que ce dernier n'en avait pas le droit, en

CD00-0980

PAGE : 2

lui versant la somme de 1 170,53 \$ suite à la souscription à une proposition d'assurance par M.-L.P., contrevenant ainsi aux articles 22, 37 et 40 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (c. D-9.2, r.3) ;

2. À Montréal, le ou vers le 1^{er} octobre 2010, l'intimé a rémunéré G.E. pour exercer l'activité de représentant, alors que ce dernier n'en avait pas le droit, en lui versant la somme de 733,46 \$ suite à la souscription à des propositions d'assurance par E.M. et M.G.M., contrevenant ainsi aux articles 22, 37 et 40 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (c. D-9.2, r.3) ;

3. À Montréal, le ou vers le 1^{er} octobre 2010, l'intimé a rémunéré G.E. pour exercer l'activité de représentant, alors que ce dernier n'en avait pas le droit, en lui versant la somme de 567,61 \$ suite à la souscription à une proposition d'assurance par R.L., contrevenant ainsi aux articles 22, 37 et 40 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (c. D-9.2, r.3) ;

4. À Montréal, le ou vers le 22 juin 2010, l'intimé a rémunéré G.E. pour exercer l'activité de représentant, alors que ce dernier n'en avait pas le droit, en lui versant la somme de 385,36 \$ suite à la souscription à une proposition d'assurance par M.S., contrevenant ainsi aux articles 22, 37 et 40 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (c. D-9.2, r.3) ;

5. À Montréal, le ou vers le 15 juillet 2010, l'intimé a rémunéré G.E. pour exercer l'activité de représentant, alors que ce dernier n'en avait pas le droit, en lui versant la somme de 273,33 \$ suite à la souscription à une proposition d'assurance par N.P.G., contrevenant ainsi aux articles 22, 37 et 40 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (c. D-9.2, r.3) ;

6. À Montréal, le ou vers le 15 juillet 2010, l'intimé a rémunéré M.D. pour exercer l'activité de représentant, alors que ce dernier n'en avait pas le droit, en lui versant la somme de 505,20 \$ suite à la souscription à une proposition d'assurance par I.D., contrevenant ainsi aux articles 22, 37 et 40 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (c. D-9.2, r.3) ;

7. À Montréal, le ou vers le 27 août 2010, l'intimé a rémunéré M.D. pour exercer l'activité de représentant, alors que ce dernier n'en avait pas le droit, en lui versant la somme de 4 125 \$ suite à la souscription de deux contrats de fonds distincts par D.M., contrevenant ainsi aux articles 22, 37 et 40 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (c. D-9.2, r.3) ;

8. À Montréal, le ou vers le 20 avril 2011, l'intimé a rémunéré M.D. pour exercer l'activité de représentant, alors que ce dernier n'en avait pas le droit, en lui versant la somme de 810,32 \$ suite à la souscription à une proposition d'assurance par M.T., contrevenant ainsi aux articles 22, 37 et 40 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (c. D-9.2, r.3) ;

CD00-0980

PAGE : 3

Partage non autorisé de commissions

9. À Brossard, le ou vers le 16 septembre 2010, l'intimé a remis au représentant G.G. un montant de 1 429,27\$ provenant d'un partage de commissions autrement que par le cabinet pour le compte duquel il agissait, contrevenant ainsi aux articles 24, 100 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2) et 40 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (c. D-9.2, r.3) ;

10. À Brossard, le ou vers le 26 octobre 2010, l'intimé a remis au représentant G.G. un montant de 313,54\$ provenant d'un partage de commissions autrement que par le cabinet pour le compte duquel il agissait, contrevenant ainsi aux articles 24, 100 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2) et 40 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (c. D-9.2, r.3) ;

11. À Brossard, le ou vers le 4 novembre 2010, l'intimé a remis au représentant G.G. un montant de 1 400\$ provenant d'un partage de commissions autrement que par le cabinet pour le compte duquel il agissait, contrevenant ainsi aux articles 24, 100 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2) et 40 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (c. D-9.2, r.3) ;

12. À Brossard, le ou vers le 25 novembre 2010, l'intimé a remis au représentant G.G. un montant de 1 350\$ provenant d'un partage de commissions autrement que par le cabinet pour le compte duquel il agissait, contrevenant ainsi aux articles 24, 100 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2) et 40 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (c. D-9.2, r.3) ;

13. À Brossard, le ou vers le 2 décembre 2010, l'intimé a remis au représentant G.G. un montant de 2 000\$ provenant d'un partage de commissions autrement que par le cabinet pour le compte duquel il agissait, contrevenant ainsi aux articles 24, 100 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2) et 40 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (c. D-9.2, r.3) ;

14. À Brossard, le ou vers le 3 décembre 2010, l'intimé a remis au représentant G.G. un montant de 650,20\$ et un montant de 1150\$ provenant d'un partage de commissions autrement que par le cabinet pour le compte duquel il agissait, contrevenant ainsi aux articles 24, 100 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2) et 40 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (c. D-9.2, r.3) ;

15. À Brossard, le ou vers le 3 décembre 2010, l'intimé a remis au représentant G.G. un montant de 556,43\$ provenant d'un partage de commissions autrement que par le cabinet pour le compte duquel il agissait, contrevenant ainsi aux articles 24, 100 de la *Loi sur la distribution de produits et*

CD00-0980

PAGE : 4

services financiers (L.R.Q., c. D-9.2) et 40 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (c. D-9.2, r.3) ;

16. À Brossard, le ou vers le 16 décembre 2010, l'intimé a remis au représentant G.G. un montant de 541,51\$ provenant d'un partage de commissions autrement que par le cabinet pour le compte duquel il agissait, contrevenant ainsi aux articles 24, 100 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2) et 40 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (c. D-9.2, r.3) ;

Faux témoignages de signatures

17. À Montréal, le ou vers le 7 septembre 2010, l'intimé a faussement témoigné de la signature de J.D. sur la proposition 090288 soumise à Industrielle Alliance, hors la présence de la cliente, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 16, 34 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (R.R.Q., c. D-9.2, r.1.01) ;

18. À Montréal, le ou vers le 7 septembre 2010, l'intimé a faussement témoigné de la signature de J.D. et S.J. sur les propositions 090286 et 090287 soumises à Industrielle Alliance, hors la présence des clients, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 16, 34 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (R.R.Q., c. D-9.2, r.1.01) ;

19. À Montréal, le ou vers le 20 juillet 2010, l'intimé a faussement témoigné de la signature de M.B.C. sur la proposition 090282 soumise à Industrielle Alliance, hors la présence de la cliente, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 16, 34 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (R.R.Q., c. D-9.2, r.1.01) ;

20. À Montréal, le ou vers le 12 juillet 2010, l'intimé a faussement témoigné de la signature de L.M. sur la proposition 090310 soumise à Industrielle Alliance, hors la présence de la cliente, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 16, 34 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (R.R.Q., c. D-9.2, r.1.01) ;

21. À Montréal, le ou vers le 26 mars 2011, l'intimé a faussement témoigné de la signature de M.T. sur la proposition 023213050L soumise à Empire, hors la présence du client, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 16, 34 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (R.R.Q., c. D-9.2, r.1.01) ;

CD00-0980

PAGE : 5

Faussees déclarations à l'assureur

22. À Montréal, le ou vers le 15 novembre 2010, l'intimé a permis au représentant G.G. de soumettre à Industrielle Alliance la proposition 115558 pour S.G. l'identifiant faussement comme le représentant du client, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 16, 34 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (R.R.Q., c. D-9.2, r.1.01);

23. À Montréal, le ou vers le 16 novembre 2010, l'intimé a permis au représentant G.G. de soumettre à Industrielle Alliance la proposition 115559 pour L.R. l'identifiant faussement comme le représentant du client, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 16, 34 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (R.R.Q., c. D-9.2, r.1.01);

24. À Montréal, le ou vers le 2 décembre 2010, l'intimé a permis au représentant G.G. de soumettre à Industrielle Alliance la proposition 199906 pour E.D. l'identifiant faussement comme le représentant du client, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 16, 34 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (R.R.Q., c. D-9.2, r.1.01);

25. À Montréal, le ou vers le 20 novembre 2010, l'intimé a permis au représentant G.G. de soumettre à Industrielle Alliance la proposition 090289 pour L.T. l'identifiant faussement comme le représentant de la cliente, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 16, 34 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (R.R.Q., c. D-9.2, r.1.01);

26. À Montréal, le ou vers le 20 novembre 2010, l'intimé a permis au représentant G.G. de soumettre à Industrielle Alliance la proposition 090292 pour L.T. et J.T.D. l'identifiant faussement comme le représentant des clients, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 16, 34 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (R.R.Q., c. D-9.2, r.1.01);

27. À Montréal, le ou vers le 16 novembre 2010, l'intimé a permis au représentant G.G. de soumettre à Industrielle Alliance la proposition 115563 pour P.G. l'identifiant faussement comme le représentant du client, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 16, 34 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (R.R.Q., c. D-9.2, r.1.01);

28. À Montréal, le ou vers le 16 novembre 2010, l'intimé a permis au représentant G.G. de soumettre à Industrielle Alliance la proposition 115560 pour Y.P. l'identifiant faussement comme le représentant du client, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*

CD00-0980

PAGE : 6

(L.R.Q., c. D-9.2), 11, 16, 34 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (R.R.Q., c. D-9.2, r.1.01);

29. À Montréal, le ou vers le 27 octobre 2010, l'intimé a permis au représentant G.G. de soumettre à Industrielle Alliance la proposition 115600 pour N.M. l'identifiant faussement comme le représentant de la cliente, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 16, 34 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (R.R.Q., c. D-9.2, r.1.01);

30. À Montréal, le ou vers le 14 octobre 2010, l'intimé a permis au représentant G.G. de soumettre à Industrielle Alliance la proposition 115550 pour S.G. l'identifiant faussement comme le représentant du client, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 16, 34 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (R.R.Q., c. D-9.2, r.1.01);

31. À Montréal, le ou vers le 16 septembre 2010, l'intimé a permis au représentant G.G. de soumettre à Industrielle Alliance la proposition 115551 pour C.P. l'identifiant faussement comme le représentant de la cliente, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 16, 34 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (R.R.Q., c. D-9.2, r.1.01);

32. À Montréal, le ou vers le 25 novembre 2010, l'intimé a permis au représentant G.G. de soumettre à Industrielle Alliance la proposition 199905 pour L.M. l'identifiant faussement comme le représentant de la cliente, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 16, 34 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (R.R.Q., c. D-9.2, r.1.01);

33. À Montréal, le ou vers le 30 août 2010, l'intimé a permis au représentant G.G. de soumettre à Industrielle Alliance la proposition 809115 pour J.S. l'identifiant faussement comme le représentant de la cliente, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 16, 34 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (R.R.Q., c. D-9.2, r.1.01);

34. À Montréal, le ou vers le 7 septembre 2010, l'intimé a permis au représentant G.G. de soumettre à Industrielle Alliance la proposition 090288 pour J.D. l'identifiant faussement comme le représentant de la cliente, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 16, 34 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (R.R.Q., c. D-9.2, r.1.01);

35. À Montréal, le ou vers le 7 septembre 2010, l'intimé a permis au représentant G.G. de soumettre à Industrielle Alliance les propositions 090286 et 090287 pour J.D. et S.J. l'identifiant faussement comme le représentant des clients, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits*

CD00-0980

PAGE : 7

et services financiers (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 16, 34 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (R.R.Q., c. D-9.2, r.1.01);

36. À Montréal, le ou vers le 20 juillet 2010, l'intimé a permis au représentant G.G. de soumettre à Industrielle Alliance les propositions 090276 et 090282 pour R.C. et M.B.C. l'identifiant faussement comme le représentant des clients, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 16, 34 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (R.R.Q., c. D-9.2, r.1.01);

37. À Montréal, le ou vers le 12 juillet 2010, l'intimé a permis au représentant G.G. de soumettre à Industrielle Alliance la proposition 090310 pour L.M. l'identifiant faussement comme le représentant de la cliente, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 16, 34 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (R.R.Q., c. D-9.2, r.1.01);

Défaut d'analyse des besoins financiers

38. À Montréal, le ou vers le 11 mars 2008, l'intimé n'a pas recueilli tous les renseignements et procédé à une analyse complète et conforme des besoins financiers de E.D., alors qu'il lui faisait souscrire la proposition 009355 d'Industrielle Alliance, contrevenant ainsi aux articles 16, 27 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2) et 6 du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants* (c. D-9.2, r.10) ;

39. À Les Coteaux, le ou vers le 28 mars 2009, l'intimé n'a pas recueilli tous les renseignements et procédé à une analyse complète et conforme des besoins financiers de L.G., alors qu'il lui faisait souscrire la proposition 207668 d'Industrielle Alliance, contrevenant ainsi aux articles 16, 27 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2) et 6 du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants* (c. D-9.2, r.10) ;

40. À Boucherville, le ou vers le 25 février 2009, l'intimé n'a pas recueilli tous les renseignements et procédé à une analyse complète et conforme des besoins financiers de M.S., alors qu'il lui faisait souscrire la proposition 207669 d'Industrielle Alliance, contrevenant ainsi aux articles 16, 27 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2) et 6 du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants* (c. D-9.2, r.10) ;

41. À Montréal, le ou vers le 30 octobre 2008, l'intimé n'a pas recueilli tous les renseignements et procédé à une analyse complète et conforme des besoins financiers de N.G., alors qu'il lui faisait souscrire la proposition 155263 d'Industrielle Alliance, contrevenant ainsi aux articles 16, 27 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2) et 6 du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants* (c. D-9.2, r.10) ;

42. À Montréal, le ou vers le 21 juin 2010, l'intimé n'a pas recueilli tous les renseignements et procédé à une analyse complète et conforme des besoins

CD00-0980

PAGE : 8

financiers de G.J., alors qu'il était le représentant désigné sur la proposition 608433 de L'Assomption compagnie mutuelle d'assurance-vie, contrevenant ainsi aux articles 16, 27 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2) et 6 du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants* (c. D-9.2, r.10) ;

43. À Montréal, le ou vers le 14 mai 2010, l'intimé n'a pas recueilli tous les renseignements et procédé à une analyse complète et conforme des besoins financiers de M.S., alors qu'il était le représentant désigné sur la proposition 113708 d'Industrielle Alliance, contrevenant ainsi aux articles 16, 27 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2) et 6 du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants* (c. D-9.2, r.10) ;

44. À Montréal, le ou vers le 10 mai 2010, l'intimé n'a pas recueilli tous les renseignements et procédé à une analyse complète et conforme des besoins financiers de N.P.G., alors qu'il était le représentant désigné sur la proposition 086540 d'Industrielle Alliance, contrevenant ainsi aux articles 16, 27 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2) et 6 du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants* (c. D-9.2, r.10) ;

45. À Montréal, le ou vers le 1er septembre 2010, l'intimé n'a pas recueilli tous les renseignements et procédé à une analyse complète et conforme des besoins financiers de E.M. et M.G.M., alors qu'il était le représentant désigné sur les propositions 023206820L et 023213002L d'Empire, contrevenant ainsi aux articles 16, 27 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2) et 6 du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants* (c. D-9.2, r.10) ;

46. À Pierrefonds, le ou vers le 31 mai 2010, l'intimé n'a pas recueilli tous les renseignements et procédé à une analyse complète et conforme des besoins financiers de R.L., alors qu'il était le représentant désigné sur la proposition A335134 d'Industrielle Alliance, contrevenant ainsi aux articles 16, 27 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2) et 6 du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants* (c. D-9.2, r.10) ;

47. À Montréal, le ou vers le 29 août 2010, l'intimé n'a pas recueilli tous les renseignements et procédé à une analyse complète et conforme des besoins financiers de M.B., alors qu'il était le représentant désigné sur la proposition 205016 d'Industrielle Alliance, contrevenant ainsi aux articles 16, 27 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2) et 6 du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants* (c. D-9.2, r.10) ;

48. À Squatec, le ou vers le 26 mars 2011, l'intimé n'a pas recueilli tous les renseignements et procédé à une analyse complète et conforme des besoins financiers de M.T., alors qu'il était le représentant désigné sur la proposition 023213050L d'Empire, contrevenant ainsi aux articles 16, 27 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2) et 6 du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants* (c. D-9.2, r.10). »

CD00-0980

PAGE : 9

[2] D'entrée de jeu, l'intimé, présent mais non représenté, enregistra un plaidoyer de culpabilité à l'endroit de tous et chacun des quarante-huit (48) chefs d'accusation contenus à la plainte.

[3] Les parties présentèrent ensuite au comité leurs preuve et représentations respectives sur sanction.

PREUVE DES PARTIES

[4] Alors que la plaignante versa au dossier une imposante preuve documentaire composée principalement d'éléments recueillis lors de son enquête qui furent cotés, (cahier 1) en liasse P-1, (cahier 2) en liasse P-2 et (cahier 3) en liasse P-3, elle ne fit entendre aucun témoin.

[5] Quant à l'intimé, il ne déposa aucun document mais choisit de témoigner.

[6] Le témoignage de ce dernier consista essentiellement à souligner son étroite collaboration à l'enquête de l'Autorité des marchés financiers (l'AMF) ainsi qu'à celle de la syndique, et à déclarer que même s'il avait fauté, il n'avait « ni volé ni lésé » ses clients, imputant alors ses fautes, qu'il qualifia « d'erreurs administratives », notamment au fait qu'il était, à la période pertinente, débordé de travail.

[7] Il raconta de plus qu'étant confronté, à la suite des événements, à une situation financière précaire, il avait dû présenter une proposition en vertu des lois relatives à l'insolvabilité et/ou les arrangements avec les créanciers.

CD00-0980

PAGE : 10

[8] Il ajouta qu'alors qu'avant ceux-ci il possédait environ 355 000 \$ dans son régime enregistré d'épargne retraite (REER), il n'y détenait plus maintenant qu'environ 50 000 \$ à 60 000 \$.

[9] Il termina son témoignage en mentionnant qu'ayant la charge de six (6) enfants âgés de 8, 9, 10, 12, 19 et 21 ans, il « ne pouvait pas se permettre des sanctions monétaires ».

[10] Les parties soumièrent ensuite au comité leurs représentations sur sanction.

REPRÉSENTATIONS DE LA PLAIGNANTE

[11] La plaignante, par l'entremise de son procureur, débuta ses représentations en mentionnant que l'intimé lui avait fait part qu'il était en accord avec les sanctions qu'elle s'apprêtait à recommander au comité et qu'en ce sens il s'agissait de « recommandations communes ».

[12] Puis, après avoir établi que les infractions reprochées à l'intimé pouvaient être regroupées en cinq (5) blocs différents, soit le bloc A, comportant celles indiquées aux chefs d'accusation 1 à 8 inclusivement, le bloc B, comportant celles indiquées aux chefs d'accusation 9 à 16 inclusivement, le bloc C, comportant celles indiquées aux chefs d'accusation 17 à 21 inclusivement, le bloc D, comportant celles indiquées aux chefs d'accusation 22 à 37 inclusivement et enfin le bloc E, comportant celles indiquées aux chefs d'accusation 38 à 48 inclusivement, elle déclara qu'elle-même et l'intimé s'étaient accordés pour suggérer au comité l'imposition des sanctions suivantes :

CD00-0980

PAGE : 11

Sous chacun des chefs d'accusation 1 à 8 inclusivement, bloc A :

- la radiation temporaire de l'intimé pour une période de deux (2) ans à être purgée de façon concurrente;

Sous chacun des chefs d'accusation 9 à 16 inclusivement, bloc B :

- la radiation temporaire de l'intimé pour une période de six (6) mois à être purgée de façon concurrente;

Sous chacun des chefs d'accusation 17 à 21, bloc C :

- la radiation temporaire de l'intimé pour une période de six (6) mois à être purgée de façon concurrente;

Sous chacun des chefs d'accusation 22 à 37, bloc D :

- la radiation temporaire de l'intimé pour une période de six (6) mois à être purgée de façon concurrente;

Sous chacun des chefs d'accusation 38 à 48, bloc E :

- la radiation temporaire de l'intimé pour une période d'un mois, lesdites sanctions de radiation devant être purgées de façon consécutive entre elles mais l'ensemble de celles-ci (une radiation de 11 mois) devant être purgé de façon concurrente avec les autres sanctions de radiation imposées à l'intimé.

CD00-0980

PAGE : 12

[13] Elle ajouta réclamer la condamnation de l'intimé au paiement des déboursés et la publication de la décision et déposa ensuite, au soutien de ses recommandations, un cahier d'autorités qu'elle commenta¹.

[14] Puis, après avoir exposé les circonstances entourant la commission des infractions, elle signala les facteurs atténuants suivants :

- l'absence d'antécédents disciplinaires de l'intimé;
- son absence d'intention malhonnête;
- la reconnaissance par ce dernier de ses fautes tant auprès de l'AMF qu'auprès de la syndique et sa collaboration avec les autorités, ce dernier leur ayant prêté une assistance particulière dans certains dossiers importants;
- l'enregistrement d'un plaidoyer de culpabilité à la première occasion, et ce, à l'endroit de tous et chacun des quarante-huit (48) chefs d'accusation;
- l'absence de preuve établissant que ses fautes auraient causé un quelconque préjudice à sa clientèle;

¹ *Caroline Champagne c. Serge Boileau*, CD00-0824, décision sur culpabilité en date du 26 mai 2011; *Nathalie Lelièvre c. Richard Watier*, CD00-0854, décision sur culpabilité et sanction en date du 13 octobre 2011; *Carole Chauvin c. Frank Cianciulli* n° 2009-12-01 (C) décision sur culpabilité et sanction (Chambre de l'assurance de dommages) en date du 15 avril 2010; *Caroline Champagne c. Luc Deguire*, CD00-0830 et CD00-0870, décision sur culpabilité en date du 1^{er} février 2012 et décision sur sanction en date du 4 décembre 2012; *Caroline Champagne c. Guy Nuckle*, CD00-0812, décision sur culpabilité et sanction en date du 16 septembre 2010; *Françoise Bureau c. Serge Côté*, CD00-0429, décision sur culpabilité et sanction en date du 29 juillet 2004; *Léna Thibault c. Irène Hornez*, CD00-0744, décision sur culpabilité et sanction en date du 29 juin 2009; *Léna Thibault c. Pierre Duguay*, CD00-0631, décision sur culpabilité et sanction en date du 27 juin 2007; *Caroline Champagne c. Clément Dumont*, CD00-0915, décision sur culpabilité et sanction en date du 26 octobre 2012; *Nathalie Lelièvre c. Fred Pincemin*, CD00-0844, décision sur culpabilité et sanction en date du 23 août 2012.

CD00-0980

PAGE : 13

- son absence de préméditation, ce dernier ne réalisant pas dans le feu de l'action la gravité des fautes qu'il commettait;
- les conséquences financières pour ce dernier des événements en cause;
- ses efforts pour se réhabiliter et le fait qu'il ait pris des mesures pour éviter de récidiver, notamment en disposant de sa clientèle.

[15] Au plan des facteurs aggravants, elle évoqua :

- la longue expérience de l'intimé dans l'industrie (dix-sept (17) ans), si bien que « l'excuse du débutant » ne pouvait lui être applicable;
- le nombre, la multiplicité, la répétition des infractions reprochées ainsi que leur gravité objective;
- le fait qu'elles aient été commises avec la « complicité » de trois (3) autres individus, dont un représentant et deux (2) personnes qui ne disposaient plus ou pas de permis ou de certificat.

[16] Elle termina ses représentations en déclarant que, relativement au paiement des déboursés, compte tenu de la situation personnelle de l'intimé, elle n'avait aucune objection à ce que le comité « procède à un assouplissement » et lui accorde « des modalités » de paiements.

REPRÉSENTATIONS DE L'INTIMÉ

[17] Au plan des représentations, l'intimé se contenta de déclarer qu'au moment des événements reprochés il « s'était impliqué » à titre d'intermédiaire entre deux (2)

CD00-0980

PAGE : 14

« groupes de distribution de produits financiers », qu'il s'agissait d'une transaction d'au-delà de 25 000 000 \$ et qu'ayant été en grande partie accaparé par celle-ci, il avait été insuffisamment attentif à ses activités de représentant. Il concéda que cela n'excusait en rien ses erreurs mais précisa qu'il n'avait pas alors réellement songé à ce qu'il faisait.

[18] Il termina en manifestant son accord aux suggestions de la plaignante et en affirmant que malgré ses fautes, aucun de ses clients n'avait subi de préjudice.

MOTIFS ET DISPOSITIF

[19] L'intimé a débuté dans le domaine de la distribution de produits d'assurance et/ou financiers en 1985.

[20] Depuis les événements qui lui sont reprochés, il a disposé de sa clientèle et, depuis le 31 mars 2013, il n'est ni inscrit ni ne possède de certificat.

[21] Il a entièrement collaboré aux enquêtes de l'AMF et de la syndique. C'est sans réserve qu'il leur a admis les fautes qui lui sont reprochées.

[22] Il a de plus prêté assistance aux autorités dans certains autres dossiers importants.

[23] À la première occasion, il a enregistré un plaidoyer de culpabilité à l'endroit des quarante-huit (48) chefs d'accusation portés contre lui.

[24] Devant le comité il a laissé voir un repentir sincère.

CD00-0980

PAGE : 15

[25] De plus, ses manquements n'ont causé aucun préjudice à sa clientèle et il n'était aucunement animé d'intentions frauduleuses.

[26] Il ne semble pas non plus avoir agi de façon préméditée. Selon son témoignage, il aurait simplement, dans le feu de l'action, fait défaut de réaliser qu'il « manquait de prudence » et sous-estimé alors l'importance des fautes qu'il commettait.

[27] À la suite des événements et comme conséquence de ceux-ci, il se retrouve maintenant dans une situation de précarité financière alors qu'il a six (6) enfants à sa charge, âgés de 8, 9, 10, 12, 19 et 21 ans.

[28] Néanmoins les fautes qu'il a commises sont sérieuses, vont au cœur de l'exercice de la profession et sont de nature à déconsidérer celle-ci.

[29] Relativement aux sanctions qui doivent lui être imposées, la plaignante a soumis au comité des suggestions auxquelles il a souscrit et qui sont donc, en quelque sorte, comme cette dernière l'a mentionné, de la nature de « suggestions communes ».

[30] Par ailleurs, de l'avis du comité, celles-ci respectent les paramètres jurisprudentiels applicables et tiennent compte des circonstances propres au dossier.

[31] Aussi, souscrivant généralement aux arguments de la plaignante, elles apparaissent au comité raisonnables et appropriées et celui-ci y donnera suite.

[32] De plus, le comité condamnera l'intimé au paiement des déboursés et ordonnera la publication de la décision.

CD00-0980

PAGE : 16

[33] Enfin, compte tenu de l'ouverture manifestée par la plaignante à cet égard, le comité accordera à l'intimé un délai de six (6) mois pour l'acquittement desdits déboursés.

PAR CES MOTIFS, le comité de discipline :

PREND ACTE du plaidoyer de culpabilité de l'intimé à l'égard de tous et chacun des chefs d'accusation 1 à 48 contenus à la plainte;

DÉCLARE l'intimé coupable sous chacun des chefs d'accusation 1 à 48 contenus à la plainte.

ET PROCÉDANT SUR SANCTION :

Sous chacun des chefs d'accusation 1 à 8 inclusivement :

ORDONNE la radiation temporaire de l'intimé pour une période de deux (2) ans à être purgée concurremment;

Sous chacun des chefs d'accusation 9 à 16 inclusivement :

ORDONNE la radiation temporaire de l'intimé pour une période de six (6) mois à être purgée concurremment;

CD00-0980

PAGE : 17

Sous chacun des chefs d'accusation 17 à 21 inclusivement :

ORDONNE la radiation temporaire de l'intimé pour une période de six (6) mois à être purgée concurremment;

Sous chacun des chefs d'accusation 22 à 37 inclusivement :

ORDONNE la radiation temporaire de l'intimé pour une période de six (6) mois à être purgée concurremment;

Sous chacun des chefs d'accusation 38 à 48 inclusivement :

ORDONNE la radiation temporaire de l'intimé pour une période d'un mois à être purgée de façon consécutive entre elles, l'ensemble (11 mois) devant cependant être purgé concurremment avec les sanctions de radiation imposées à l'intimé sous les autres chefs qui devront également être purgées concurremment entre elles;

ORDONNE à la secrétaire du comité de discipline de faire publier aux frais de l'intimé un avis de la présente décision dans un journal où ce dernier a son domicile professionnel ou dans tout autre lieu où il a exercé ou pourrait exercer sa profession conformément à l'article 156(5) du *Code des professions*, L.R.Q. chap. C-26;

CD00-0980

PAGE : 18

CONDAMNE l'intimé au paiement des déboursés, y compris les frais d'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 151 du *Code des professions*, L.R.Q. chap. C-26;

ACCORDE à l'intimé un délai de six (6) mois des présentes pour l'acquittement des déboursés.

(s) François Folot
M^e FRANÇOIS FOLOT
Président du comité de discipline

(s) Robert Archambault
M. ROBERT ARCHAMBAULT, A.V.A.
Membre du comité de discipline

(s) Gisèle Balthazard
M^{me} GISÈLE BALTHAZARD, A.V.A.
Membre du comité de discipline

M^e Sylvie Poirier
BÉLANGER LONGTIN, s.e.n.c.r.l.
Procureurs de la partie plaignante

L'intimé se représente lui-même.

Date d'audience : 23 juillet 2013

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL SIGNÉ

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : CD00-0984

DATE : 10 septembre 2013

LE COMITÉ : M ^e Janine Kean	Présidente
M. Sylvain Jutras, A.V.C., Pl. Fin.	Membre
M. Réal Veilleux, A.V.A., Pl. Fin.	Membre

NATHALIE LELIÈVRE, ès qualité de syndique adjointe de la Chambre de la sécurité financière

Partie plaignante

c.

MARTIN PERRON (Certificat n° 126736)

Partie intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION
(Rendue séance tenante verbalement le 22 août 2013)
(Rectifiée le 3 octobre 2013)

CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 142 DU *CODE DES PROFESSIONS*, LE COMITÉ A PRONONCÉ L'ORDONNANCE SUIVANTE :

- Ordonnance de non-divulcation, de non-publication et de non-diffusion des pièces P-15 et P-18 et des renseignements qui s'y trouvent.

[1] Le 22 août 2013, le comité de discipline de la Chambre de la sécurité financière (le comité) s'est réuni au siège social de la Chambre, sis au 300, rue Léo-Pariseau, 26^e étage, à Montréal, pour procéder à l'audition de la plainte disciplinaire suivante portée contre l'intimé le 21 mars 2013.

LA PLAINTÉ

CD00-0984

PAGE : 2

À L'ÉGARD DE G.M.

1. À Trois-Rivières, entre les ou vers les 2 juin 2009 et 24 octobre 2011, l'intimé a fait signer en blanc des formulaires d'instructions de placements à sa cliente, G.M., contrevenant ainsi aux articles 160 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, (L.R.Q., c. V-1.1), 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (c. D-9.2, r.3), 10 et 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (c. D-9.2, r.7.1);

À L'ÉGARD DE P.M.

2. À Trois-Rivières, entre les ou vers les 29 juillet 2009 et 24 octobre 2011, l'intimé a fait signer en blanc des formulaires d'instructions de placements et une demande d'ouverture et de mise à jour de compte à son client, P.M., contrevenant ainsi aux articles, 160 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, (L.R.Q., c. V-1.1), 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (c. D-9.2, r.3), 10 et 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (c. D-9.2, r.7.1);

À L'ÉGARD DE M.V.

3. À Trois-Rivières, entre les ou vers les 4 septembre 2009 et 24 octobre 2011, l'intimé a fait signer en blanc des formulaires d'instructions de placement à son client, M.V., contrevenant ainsi aux articles 160 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, (L.R.Q., c. V-1.1), 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (c. D-9.2, r.3), 10 et 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (c. D-9.2, r.7.1);

À L'ÉGARD DE J.F.N.

4. À Trois-Rivières, entre les ou vers les 9 avril 2010 et 24 octobre 2011, l'intimé a fait signer en blanc un formulaire d'instructions de placement et une demande d'ouverture et de mise à jour de compte à son client, J.F.N., contrevenant ainsi aux articles 160 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, (L.R.Q., c. V-1.1), 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (c. D-9.2, r.3), 10 et 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (c. D-9.2, r.7.1);

À L'ÉGARD DE S.D.

5. À Trois-Rivières, entre les ou vers les 16 mars 2011 et 24 octobre 2011, l'intimé a fait signer en blanc des formulaires d'instructions de placements à sa cliente, S.D., contrevenant ainsi aux articles 160 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, (L.R.Q., c. V-1.1), 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (c. D-9.2, r.3), 10 et 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (c. D-9.2, r.7.1);

À L'ÉGARD DE C.L.

CD00-0984

PAGE : 3

6. À Trois-Rivières, le ou vers le 20 octobre 2011, l'intimé a contrefait la signature de sa cliente C.L. sur un formulaire de demande de transfert direct, contrevenant ainsi aux articles 160 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, (L.R.Q., c. V-1.1), 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (L.R.Q., c. D-9.2), 11, 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (c. D-9.2, r.3) et 14 du *Règlement sur la déontologie dans les disciplines de valeurs mobilières* (c. D-9-2, r.7.1).

[2] L'intimé était présent et représenté par procureur.

[3] Après que le comité se soit assuré que l'intimé comprenait qu'en plaidant coupable, il reconnaissait les gestes reprochés et que ceux-ci constituaient des infractions déontologiques, l'intimé a enregistré un plaidoyer de culpabilité sous chacun des six chefs de la plainte portée contre lui.

LA PREUVE

[4] La procureure de la plaignante a déposé de consentement sa preuve documentaire (P-1 à P-45) et fait entendre Mme Johanne Lama, enquêteuse au bureau de la syndique de la Chambre de la sécurité financière (CSF).

[5] L'intimé, pour sa part, a témoigné sur sanction.

[6] De la preuve présentée, le comité a principalement retenu ce qui suit.

[7] L'intimé exerce la profession depuis plus de 30 ans. Il était, au moment des événements, représentant de courtier en épargne collective et planificateur financier pour le compte de Desjardins Cabinet de services financiers inc. (Desjardins), et l'a été respectivement jusqu'au 5 décembre 2011 et 13 décembre 2011 (P-1).

CD00-0984

PAGE : 4

[8] L'enquête du bureau de la syndique de la CSF a débuté après avoir eu connaissance du congédiement de l'intimé par Desjardins (BDNI du 12 décembre 2011) (P-16).

[9] Le 24 octobre 2011, Desjardins suspendait l'intimé avec solde en attendant le résultat d'une enquête interne à la suite d'un courriel qu'il a adressé le 20 octobre 2011 à une collègue et dans lequel il a écrit avoir signé un formulaire pour une cliente (P-10).

[10] Le 6 décembre 2011, Desjardins mettait fin à son emploi de façon définitive (P-13).

[11] L'intimé a fait signer, entre 2009 et 2011, des formulaires en blanc à cinq clients et a imité la signature de sa cliente, le 20 octobre 2011, sur une demande de transfert direct de 498 \$ d'un de ses comptes REER à un autre (P-26).

[12] L'intimé a exposé au comité un parcours professionnel enviable depuis le début de sa carrière.

[13] En 2007, il a été en congé de maladie à la suite de problèmes importants liés au stress professionnel, mais a repris son travail avec la même intensité. Malheureusement à l'automne 2011, le stress inhérent à son travail combiné au fait que son épouse avait subi une intervention chirurgicale majeure et nécessitait davantage sa présence, il a dit avoir « péter les plombs » à la suite d'un différend survenu avec son supérieur au sujet de frais pour un transfert d'argent dans un compte d'un client important que son supérieur refusait de faire assumer à Desjardins malgré l'autorisation préalable donnée par l'intimé.

CD00-0984

PAGE : 5

[14] À la suite de son congédiement, l'intimé a été mis en arrêt de travail jusqu'au mois de février 2013, a eu un suivi psychologique et est toujours suivi médicalement.

[15] L'intimé a réalisé qu'il avait repris le travail trop tôt après l'épisode de 2007, mais avec ces derniers événements, il a saisi la leçon et, dit-il, « pour le restant de ses jours ».

[16] Il a tenu à préciser que dans les autres institutions auxquelles il a été rattaché, les formulaires pour ce type de transactions n'exigeaient pas la signature du client de sorte qu'il n'avait pas à faire signer en blanc, contrairement à ce qui s'est produit en l'espèce. Toutefois, il a ajouté que la signature par les clients de formulaires en blanc était une pratique qui avait été sciemment tolérée pour les dossiers de certains de ses clients domiciliés à l'extérieur et pour lesquels Desjardins n'avait pas de solution de rechange à offrir pour préserver l'efficacité des services rendus à ces derniers. L'intimé a témoigné qu'il ne savait toutefois pas que faire signer en blanc des formulaires pour le type de transactions en cause constituait une faute déontologique. Quant à l'imitation de signature, il le savait.

[17] L'intimé n'a jamais tiré profit de quelque transaction et aucun client n'a subi de préjudice pécuniaire.

[18] L'intimé n'a jamais eu de plainte portée contre lui par ses clients ou par ses employeurs précédents.

[19] L'intimé est âgé de 60 ans, adore son travail et désire exercer encore plusieurs années.

CD00-0984

PAGE : 6

[20] Sans emploi jusqu'en février 2013, l'intimé agit maintenant en tant que directeur en développement des affaires pour un cabinet de services financiers. Toutefois, il ne peut agir à titre de représentant sans faire une nouvelle demande de rattachement, en raison des procédures disciplinaires pendantes devant le comité, ses tentatives sont demeurées vaines se trouvant contraint à attendre l'issue du processus disciplinaire avant de présenter de nouveau une telle demande.

REPRÉSENTATIONS DES PARTIES SUR SANCTION

Représentations de la plaignante

[21] La procureure de la plaignante a invoqué, en plus de la gravité objective des infractions, les facteurs aggravants et atténuants suivants :

Aggravants

- a) La répétition des actes reprochés aux cinq premiers chefs s'est échelonnée de 2009 à 2011;
- b) La contrefaçon de signature qui va à l'encontre même du fondement du travail de représentant.

Atténuants

- a) L'enregistrement du plaidoyer de culpabilité;
- b) L'excellente collaboration de l'intimé;
- c) L'absence de préjudice pécuniaire;
- d) L'absence d'antécédent disciplinaire;
- e) L'absence d'intention malhonnête ou frauduleuse;
- f) L'état de santé de l'intimé au moment des événements;
- g) Les facteurs de stress et autres particuliers à la situation de l'intimé;
- h) Le fait que l'intimé était inactif depuis son congédiement par Desjardins, le 6 décembre 2011;
- i) Le faible risque de récidive, voire même nul.

CD00-0984

PAGE : 7

[22] Elle a ensuite passé en revue une série de décisions¹ soulignant les similitudes et les distinctions avec le cas en l'espèce après quoi, elle a soumis les recommandations communes des parties sur sanction :

- a) La radiation temporaire de l'intimé pour une période de deux mois sous chacun des six chefs d'accusation, à être purgée de façon concurrente;
- b) La publication de la décision;
- c) La condamnation de l'intimé au paiement des débours.

[23] Enfin, elle a avancé que ces sanctions répondaient aux critères de protection du public, d'exemplarité et de dissuasion qui guident le comité lors de la détermination des sanctions.

Représentations de l'intimé

[24] La procureure de l'intimé a signalé être en accord avec les représentations de sa collègue rappelant l'entière collaboration de l'intimé depuis même le début de l'enquête interne de son employeur.

[25] Elle a souligné la transparence de l'intimé au sujet des gestes reprochés qu'il n'avait en aucun cas posés pour servir ses intérêts personnels.

[26] Elle a ajouté que l'intimé avait subi de graves conséquences à la suite de ces infractions, dont son congédiement et la déclaration BDNI de Desjardins laquelle indique la commission de trois fausses signatures, alors que la preuve est controversée à ce sujet. L'intimé aura à vivre avec les conséquences d'une telle déclaration par Desjardins.

¹ *Lévesque c. Jean*, CD00-0722, décision sur culpabilité et sanction corrigée du 15 octobre 2009; *Lelièvre c. Côté*, CD00-0841, décision sur culpabilité et sanction du 7 avril 2011; *Champagne c. Chouinard*, CD00-0869, décision sur culpabilité et sanction du 11 avril 2012; *Champagne c. Gras*, CD00-0881, décision sur culpabilité et sanction du 3 janvier 2012.

CD00-0984

PAGE : 8

[27] Rappelant deux décisions² rendues par la Cour du Québec et le Tribunal des professions, elle a allégué que les recommandations communes des parties devaient être suivies par le comité, à moins qu'elles ne paraissent injustes, non raisonnables ou même déconsidérer la justice.

[28] Enfin, indiquant que l'intimé renonçait à son droit d'appel, elle a demandé au comité de rendre exécutoire ce même jour sa décision sur la culpabilité et la sanction.

ANALYSE ET MOTIFS

[29] Conformément à l'article 154 du *Code des professions*, le comité consigne par écrit la décision sur culpabilité et sur sanction rendue séance tenante contre l'intimé, donnant ainsi acte à l'enregistrement de son plaidoyer de culpabilité et le déclarant coupable sous chacun des six chefs d'accusation de la plainte portée contre lui. En outre, le comité a ordonné la radiation temporaire de l'intimé pour une durée de deux mois sous chacun desdits chefs, à purger de façon concurrente, la publication de la décision et l'a condamné au paiement des débours.

[30] Étant donné que l'intimé est inactif depuis déjà le mois de décembre 2011 et la renonciation respective des parties à leur droit d'appel, le comité a donné suite à la demande de l'intimé et a ordonné l'exécution immédiate de la décision, rendue le jour même.

[31] Le comité a donné suite aux recommandations communes des parties sur sanction après avoir considéré les facteurs aggravants et atténuants pertinents et les

² *Suzanne Royer c. Chambre de la sécurité financière (Rioux)*, jugement de la Cour du Québec du 8 juin 2004; *Yves Pépin c. Ordre professionnel des avocats*, 2008 QCTP 152.

CD00-0984

PAGE : 9

faits propres au présent dossier, estimant que ces sanctions sont justes et raisonnables et conformes aux décisions rendues sur des infractions de même nature.

PAR CES MOTIFS, le comité de discipline :

PREND ACTE du plaidoyer de culpabilité de l'intimé sous les chefs d'accusation 1 à 6 contenus à la plainte;

DÉCLARE l'intimé coupable sous les chefs d'accusation 1 à 6 contenus à la plainte;

ET PROCÉDANT SUR SANCTION

ORDONNE, sous chacun des chefs d'accusation 1 à 6, la radiation temporaire de l'intimé comme membre de la Chambre de la sécurité financière, pour une période de deux mois, à être purgée de façon concurrente;

ORDONNE à la secrétaire du comité de discipline de faire publier, aux frais de l'intimé, un avis de la présente décision dans un journal circulant dans le lieu où ce dernier a eu son domicile professionnel et dans tout autre lieu où il a exercé ou pourrait exercer sa profession conformément aux dispositions de l'alinéa 5 de l'article 156 du *Code des professions* (L.R.Q., c. C-26);

CONDAMNE l'intimée au paiement des débours conformément aux dispositions de l'article 151 du *Code des professions* (L.R.Q., c. C-26);

ORDONNE l'exécution de la présente décision dès le 22 août 2013.

CD00-0984

PAGE : 10

(s) Janine Kean

M^e Janine Kean

Présidente du comité de discipline

(s) Sylvain Jutras

M. Sylvain Jutras, A.V.C., Pl. Fin.

Membre du comité de discipline

(s) Réal Veilleux

M. Réal Veilleux, A.V.A., Pl. Fin.

Membre du comité de discipline

M^e Suzie Cloutier
BÉLANGER LONGTIN, s.e.n.c.r.l.
Procureurs de la partie plaignante

M^e Stéphanie Charette
VERDON, SAMSON, LEMIEUX, ARMANDA avocats, s.e.n.c.r.l.
Procureurs de la partie intimée

Date d'audience : Le 22 août 2013

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL SIGNÉ

3.8.3.2 Comité de discipline de la ChAD

Aucune information.

3.8.3.3 OCRCVM

Aucune information.

3.8.3.4 Bourse de Montréal Inc.

Aucune information.

3.9 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.